

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Fourniture de prestations de maintenance et de pièces détachées et fourniture de prestations de qualification pour les stérilisateurs utilisés dans l'ensemble des établissements de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris.

Accords-cadres prenant effet à la date de notification

SOMMAIRE

1^{ère} partie CATEGORIE 1 : lots 1 à 4

ARTICLE I – DEFINITION DE L'ACCORD-CADRE	4
I.1 - OBJET	4
I.2 - FORME	4
I.3 – DUREE.....	4
ARTICLE II – DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
ARTICLE III – DEFINITION DES PRESTATIONS.....	4
ARTICLE IV– ORGANISATION DE LA PRESTATION	5
IV.1 –MAINTENANCE PREVENTIVE	5
IV.1.1 - DECLENCHEMENT DES VISITES.....	5
IV.1.2 - CONDITIONS DIVERSES	5
IV.2 – MAINTENANCE CORRECTIVE	6
IV.2.1 - DECLENCHEMENT ET DELAI DES INTERVENTIONS	6
IV.2.2 - PENALITES	7
IV.2.3 - CONDITIONS DIVERSES	7
IV.2.4 - DUREE DES INTERVENTIONS.....	8
IV.3– FOURNITURES DE PIECES DETACHEES.....	8
ARTICLE V – PRESTATIONS EXCLUES.....	9
V.1 – DECLENCHEMENT DES INTERVENTIONS EXCLUES DU FORFAIT	9
V.2 – REMUNERATION ET TARIFICATION DES INTERVENTIONS EXCLUES DU FORFAIT	9
ARTICLE VI – AUTRES PRESTATIONS.....	9
ARTICLE VII – RAPPEL SUR LES ENGAGEMENTS DU TITULAIRE	9
VII.1 – GESTION DE L'ACCORD-CADRE	9
VII.2 – PERSONNEL DU TITULAIRE	10
VII.3 - ASSURANCE.....	10
VII.4 – SECRET PROFESSIONNEL	10
ARTICLE VIII – OBLIGATIONS DES PARTIES.....	10
VIII.1 – OBLIGATION DE L'AP-HP	10
VIII.2 – OBLIGATION DU TITULAIRE.....	11
ARTICLE IX -CONDITIONS DE PRIX ET MODALITES DE PAIEMENT	12
IX.1 – ETABLISSEMENT DES PRIX.....	12
IX.1.1 – REDEVANCE FORFAITAIRE ANNUELLE.....	12
IX.1.2 – INTERVENTIONS HORS FORFAIT	12
IX.2 – CARACTERE DES PRIX	12
IX.3 – REVISION DES PRIX	13
IX.3.1 – REVISION DE PRIX DES PIECES DETACHEES	13
IX.3.2 – REVISION DE PRIX DES PRESTATIONS (HORMIS LES PIECES DETACHEES).....	14
IX.3.3 – CLAUSES BUTOIR ET DE SAUVEGARDE APPLICABLE POUR LES REVISIONS DE PRIX (PRESTATIONS ET PIECES DETACHEES) :	15
ARTICLE X -MODALITES DE REGLEMENT DE L'ACCORD-CADRE	15
X.1 – FORFAIT	16
X.2 – ATTACHEMENT ET PIECES DETACHEES	16
X.3 – ADRESSE DE CORRESPONDANCE.....	16
X.4 – DELAI DE PAIEMENT	16
ARTICLE XI –CONDITIONS DE RESILIATION ET MODE DE REGLEMENT DES LITIGES	17
XI.1 – RESILIATION UNILATERALE	17
XI.2 – EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER.....	17
ARTICLE XII – DEROGATIONS AU C.C.A.G.	17

2ème partie CATEGORIE 2 : lot 5

ARTICLE I – DEFINITION DU MARCHE	18
I.1 – OBJET.....	18
I.2 – FORME.....	18
I.3 – DUREE.....	18
ARTICLE II – DOCUMENTS CONTRACTUELS	18
ARTICLE III – DEFINITION DES PRESTATIONS.....	18
ARTICLE IV– ORGANISATION DE LA PRESTATION	19
IV.1 – DECLenchement DES PRESTATIONS DE QUALIFICATION	19
IV.2 – PENALITES	19
LA PENALITE SERA APPLIQUEE SUR LA FACTURE CORRESPONDANT A L’INTERVENTION CONCERNEE.	19
IV.3 – CONDITIONS DIVERSES	19
IV.4 – DUREE DES INTERVENTIONS	20
ARTICLE V – PRESTATIONS EXCLUES.....	20
ARTICLE VI – AUTRES PRESTATIONS.....	20
ARTICLE VII – RAPPEL SUR LES ENGAGEMENTS DU TITULAIRE	20
VII.1 – GESTION DE L’ACCORD-CADRE	20
VII.2 – PERSONNEL DU TITULAIRE	20
VII.3 – ASSURANCE.....	21
VII.4 – SECRET PROFESSIONNEL.....	21
ARTICLE VIII – OBLIGATIONS DES PARTIES.....	21
VIII.1 – OBLIGATION DE L’AP-HP	21
VIII.2 – OBLIGATION DU TITULAIRE.....	22
ARTICLE IX – CONDITIONS DE PRIX ET MODALITES DE PAIEMENT	22
IX.1 – ETABLISSEMENT DES PRIX.....	22
IX.2 – CARACTERE DES PRIX	22
IX.3 – REVISION DES PRIX	23
IX.3-1 – REVISION DE PRIX DES PRESTATIONS	23
IX.3-2 – CLAUSE DE SAUVEGARDE APPLICABLE POUR LES REVISIONS DE PRIX :	23
ARTICLE X -MODALITES DE REGLEMENT DE L’ACCORD-CADRE	24
X.1 – ATTACHEMENT.....	24
X.2 – ADRESSE DE CORRESPONDANCE.....	24
X.3 – DELAI DE PAIEMENT	24
ARTICLE XI – CONDITIONS DE RESILIATION ET MODE DE REGLEMENT DES LITIGES	25
XI.1 – RESILIATION UNILATERALE	25
XI.2 – EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER.....	25
ARTICLE XII – DEROGATIONS AU C.C.A.G./FCS	25

1^{ère} partie CATEGORIE 1 : lots 1 à 4

Article I – Définition de l'accord-cadre

I.1 - OBJET

Le présent accord-cadre a pour objet la fourniture de prestations de maintenance et de pièces détachées pour les stérilisateurs utilisés dans l'ensemble des établissements de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris

I.2 - FORME

Les accords-cadres sont passés sous la forme d'**accords-cadres à bons de commande**, au sens des articles R. 2162-1, R. 2162-2, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la Commande Publique (CCP).

En application de l'article R. 2162-4 du CCP, les accords-cadres passés pour les lots 1 à 5 **comporteront un montant minimum et un montant maximum en valeur** et seront établis avec les coefficients multiplicateurs 0,5 (montant minimum) et 1,4 (montant maximum) par rapport au calcul du montant de l'offre, exemple : montant de l'offre = 100 alors le Montant minimum = 0,5 x 100 et le Montant maximum = 1,4 x 100.

Ces coefficients permettent de faire face aux variations de parc des hôpitaux et ou changement de politique de maintenance. Il est précisé que le pouvoir adjudicateur est engagé sur le montant minimum, le futur titulaire sur son maximum.

I.3 – DUREE

Les accords-cadres à bons de commande issus de cette consultation **auront une durée de validité de quarante-huit (48) mois** à compter de la date de notification de l'accord-cadre.

Dans le cadre de la présente consultation, il est fait recours à une **procédure d'Appel d'offres**, conformément au 1^o de l'article R. 2124-2 du CCP.

Article II – Documents contractuels

L'accord-cadre est constitué par les documents mentionnés ci-après, qui en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre de priorité décroissante suivant :

- l'acte d'engagement et ses annexes
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières et ses annexes, l'exemplaire conservé dans les archives de l'AP-HP faisant seul foi
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières de l'appel d'offres n°24-004E et ses annexes
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (C.C.A.G./FCS), approuvé par l'Arrêté du 30 mars 2021 publié au Journal Officiel de la République Française n°0078 du 1^{er} avril 2021.
- les documents techniques proposés par le candidat et admis dans cette consultation

Article III – Définition des prestations

Les prestations de maintenance qui font l'objet de cette consultation sont les suivantes :

- **Contrôle Qualité** : il concerne l'ensemble des opérations destinées à évaluer le maintien des performances revendiquées par le fabricant.
- **Maintenance Préventive** : elle concerne les visites périodiques ayant pour but de réduire les risques de panne et de maintenir dans le temps les performances des appareils au niveau des performances initiales, en vue d'en assurer une utilisation optimale et sûre, conformément aux recommandations du constructeur.

- **Maintenance Corrective** : elle concerne les interventions ayant pour but la remise en état de fonctionnement des matériels à la suite d'une défaillance.
- **Télémaintenance** : elle permet au Titulaire d'avoir accès à distance à l'informatique de pilotage ou de contrôle de l'équipement. Selon les configurations, la télémaintenance peut permettre de réaliser de l'assistance, du diagnostic et éventuellement de la maintenance.

Article IV– Organisation de la prestation

IV.1 –MAINTENANCE PREVENTIVE

Contenu : Au cours des visites périodiques de maintenance préventive, il est procédé aux opérations prévues dans l'accord-cadre et dont le détail figure en Annexe 5 de l'acte d'engagement.

Fréquence : Dans le cadre de prestations forfaitaires, le nombre et la durée des visites préventives annuelles sont précisés dans les annexes de l'acte d'engagement.

IV.1.1 - Déclenchement des visites

IV.1.1.1 - Dans le cadre du forfait

Les équipements couverts par une maintenance forfaitaire font l'objet d'un bon de commande émis en début d'année civile, au plus tard fin février, qui précise le type de forfait retenu pour chaque équipement pour l'année. Dans le cas où l'accord-cadre ne prend pas effet au 1^{er} janvier, le premier bon de commande sera émis après la notification de l'accord-cadre et ne couvrira que l'année civile en cours, pour les mois restants.

Les visites de maintenance préventive sont programmées par le Titulaire en concertation avec le service utilisateur et le service biomédical, et annoncées par un avis de passage au moins **deux semaines** avant la date prévue pour la visite.

IV.1.1.2 - Dans le cadre de l'attachement

Chaque visite est déclenchée par l'Hôpital par l'émission d'un bon de commande faisant référence à l'accord-cadre.

Modalités pratiques :

Si l'une des parties souhaite déplacer une visite, elle en informe l'autre au moins huit jours avant la date prévue.

IV.1.2 - Conditions diverses

Fiche d'intervention : chaque visite donne lieu à l'établissement d'une fiche d'intervention, signée contradictoirement par l'intervenant et le Cadre Supérieur du Service utilisateur (qui conservera un exemplaire de la dite fiche).

Elle comporte tous les renseignements nécessaires à la vérification, par l'ingénieur biomédical hospitalier ou son représentant, du service fait.

Cette fiche d'intervention devra notamment et impérativement faire figurer :

- le numéro du bon de commande, si l'intervention a lieu à l'attachement
- le nom du technicien,
- les heures de début et de fin d'intervention,
- l'objet de l'intervention,
- le numéro de série et le numéro d'inventaire de l'appareil,
- la nature et le résultat des contrôles effectués
- la liste des pièces détachées remplacées,
- les contrôles de performances réalisés avant restitution de l'appareil.

Un second exemplaire de la fiche d'intervention doit systématiquement être fourni au service biomédical, sous format électronique. Les adresses électroniques de destination seront définies avec chaque site ou groupe hospitalier.

IV.2 – MAINTENANCE CORRECTIVE

IV.2.1 - Déclenchement et délai des interventions

IV.2.1.1 - Dans le cadre du forfait

Les équipements couverts par une maintenance forfaitaire font l'objet d'un bon de commande émis en début d'année civile, au plus tard fin février, qui précise le type de forfait retenu pour chaque équipement pour l'année. Dans le cas où l'accord-cadre ne prend pas effet au 1^{er} janvier, le premier bon de commande sera émis à la notification de l'accord-cadre et ne couvrira que l'année civile en cours, pour les mois restants.

En cas d'interruption due à une ou des causes techniques survenant dans le fonctionnement normal des appareils, l'Ingénieur Biomédical ou son représentant déclenchera l'intervention auprès du Titulaire. Il appartiendra à chaque hôpital d'arrêter les modalités de transmission de la demande d'intervention (appel téléphonique, fax...). Le Titulaire sera tenu d'intervenir et de remettre l'équipement en service au plus tard dans les délais fixés en Annexe 1 de l'acte d'engagement.

Le calcul du délai d'intervention, compté en heures, débute à la réception par le titulaire de la demande d'intervention émise par l'établissement et s'achève à l'arrivée *d'un technicien capable d'effectuer l'intervention demandée*. En cas de télémaintenance, le délai d'intervention s'achève lors de la prise en main de l'équipement, à distance, par le titulaire.

Le calcul du délai de remise en service, compté en heures, débute à la réception par le titulaire de la demande d'intervention émise par l'établissement et s'achève lorsque l'intervention est terminée et que l'équipement, contrôlé et fonctionnel, est remis à la disposition des utilisateurs.

IV.2.1.2 - Dans le cadre de l'attachement

Déclenchement

En cas d'interruption due à une ou des causes techniques survenant dans le fonctionnement normal des appareils entre les visites périodiques, l'établissement émettra un bon de commande faisant référence à l'accord-cadre. Le Titulaire sera tenu d'intervenir et de remettre l'équipement en service au plus tard dans les délais fixés en Annexe 2 de l'acte d'engagement.

Le calcul du délai d'intervention, compté en heures, débute à la réception par le titulaire de la demande d'intervention émise par l'établissement et s'achève à l'arrivée *d'un technicien capable d'effectuer l'intervention demandée*. En cas de télémaintenance, le délai d'intervention s'achève lors de la prise en main de l'équipement, à distance, par le titulaire.

Le calcul du délai de remise en service, compté en heures, débute à la réception par le titulaire de la demande d'intervention émise par l'établissement et s'achève lorsque l'intervention est terminée et que l'équipement, contrôlé et fonctionnel, est remis à la disposition des utilisateurs. S'il s'avère nécessaire d'établir un devis avant réparation, le délai d'acceptation du devis par l'établissement (délai entre la réception du devis par l'établissement et la réception par le titulaire du devis accepté) sera déduit du délai total.

Contestations

S'il est établi que la durée de réparation apparaît anormalement longue, par négligence, qualification insuffisante de l'intervenant, ou pour toute autre raison justifiée, l'AP-HP sera en droit de refuser la facturation correspondante, à plus forte raison si l'immobilisation prolongée de l'appareil doit altérer le fonctionnement du service ; dans un tel cas, il pourra être pourvu à l'exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire.

Enfin, si la situation l'exige, et après mise en demeure restée infructueuse de répondre aux griefs présentés par l'AP-HP, le présent accord-cadre pourra être résilié aux torts du Titulaire et à ses frais et risques.

Devis

Toute intervention susceptible d'entraîner une dépense supérieure au **seuil défini en annexe 2** de l'acte d'engagement sera soumise à l'acceptation préalable d'un devis par la personne désignée par l'hôpital. Ce devis fera apparaître :

- le coût de la main-d'œuvre HT (tarif horaire, temps passé, déplacement, et le cas échéant, coût des opérations de constat) ;
- la désignation et le coût des pièces détachées à changer (suivant tarif fourni en Annexe 4 de l'acte d'engagement) ;
- le montant de la TVA et le montant TTC ;
- la durée d'immobilisation maximale garantie jusqu'à la remise en service du matériel.

Ce devis, accepté par l'hôpital, devra être joint, ainsi que la fiche d'intervention correspondante, à l'original de la facture dont il conditionnera le paiement.

Le seuil ci-dessus mentionné pourra être modifié (en hausse ou en baisse), après concertation auprès du Titulaire par l'AP-HP.

IV.2.2 - Pénalités

Pour tout retard au-delà des délais indiqués dans les Annexes 1 (dans le cadre de maintenance au forfait) ou 2 (dans le cadre de maintenance à l'attachement) de l'acte d'engagement, le Titulaire se verra appliquer une pénalité, en abattement sur la facture correspondante, dont le montant sera calculé selon la formule suivante :

$$P = \frac{1}{5} \times \frac{Dc - Dp}{Dp} \times 100$$

P = Montant de la pénalité (en % du montant total de la facture)
Dc = Délai constaté
Dp = Délai prévu dans les annexes de l'acte d'engagement

Dans le cas d'une intervention à l'attachement, la pénalité sera appliquée sur la facture correspondant à l'intervention concernée. Dans le cas d'une intervention incluse dans un forfait, la pénalité sera appliquée à la facturation trimestrielle de la maintenance de l'équipement concerné par l'intervention.

Exemple : Délai constaté de 25 heures ouvrées pour un délai prévu de 20 heures ouvrées, soit un dépassement de 25 %. La pénalité applicable est de $((25 \text{ h} - 20 \text{ h}) / 20 \text{ h}) \times 100 / 5 = 5 \%$ du montant de la facture.

IV.2.3 - Conditions diverses

Fiche d'intervention : chaque visite de maintenance corrective donnera lieu à l'établissement d'une fiche d'intervention comportant tous les renseignements nécessaires à la vérification du service fait et du contrôle de bon fonctionnement de l'appareil avant remise à disposition, signée contradictoirement par l'intervenant et le Cadre supérieur du Service concerné (qui conservera un exemplaire de ladite fiche).

Cette fiche d'intervention devra notamment et impérativement faire figurer :

- le numéro du bon de commande,
- le nom du technicien,
- les heures de début et de fin d'intervention,
- l'objet de l'intervention,
- le numéro de série et le numéro d'inventaire de l'appareil,
- les anomalies constatées,
- leurs causes (y compris les cas de mauvaise utilisation et de défauts d'entretien). Dans ce cas, la société devra prévoir la formation des utilisateurs,
- les solutions apportées pour remettre en état de fonctionnement et de sécurité l'appareil concerné (y compris la liste des pièces détachées),

- une observation sur l'état du matériel après intervention,
- les contrôles de performances réalisés avant restitution de l'appareil.

Un second exemplaire de la fiche d'intervention devra systématiquement être fourni au service biomédical de l'hôpital sous format électronique. Les adresses électroniques de destination seront définies avec chaque site ou groupe hospitalier.

Maintenance en atelier : La révision ou la réparation d'un appareil dans les ateliers du Titulaire obéit aux mêmes conditions que ci-dessus quant aux devis et aux fiches d'intervention. Lorsqu'un devis est refusé, le Titulaire a la possibilité de facturer le forfait correspondant à l'établissement de ce devis, tel que précisé en annexe 2 de l'acte d'engagement.

Garantie des interventions : La durée de garantie des interventions réalisées à l'attachement est précisée en annexe 2 de l'acte d'engagement. L'AP-HP se réserve ainsi la possibilité de contester une facture relative à une intervention survenant manifestement trop peu de temps après une visite, préventive ou corrective, de même nature.

Sous-traitance : Le Titulaire a la possibilité de faire intervenir toute société de service de son choix afin d'assurer en partie les prestations faisant l'objet du présent accord-cadre, conformément à la réglementation en vigueur sur la sous-traitance ; il devra préalablement obtenir l'accord de l'AP-HP, en indiquant les raisons et les modalités du recours à cette sous-traitance. Le titulaire de l'accord-cadre est responsable de l'ensemble des activités sous-traitées dans le cadre de l'accord-cadre.

Toute sous-traitance non déclarée pourra conduire à un refus de paiement ou à la dénonciation de l'accord-cadre.

IV.2.4 - Durée des interventions

La durée des interventions de maintenance doit être aussi réduite que possible. Elles sont effectuées de manière à ne causer que le minimum de gêne dans le fonctionnement du service.

IV.3- FOURNITURES DE PIECES DETACHEES

Le Titulaire s'engage à ce que les pièces détachées qu'il fournira dans le cadre de cet accord-cadre ne modifient en aucune façon les caractéristiques techniques initiales de l'équipement sur lequel elles seront installées, ni sa sûreté de fonctionnement, afin que celui-ci réponde toujours aux exigences essentielles du marquage CE (règlement européen 2017/745 ou 2017/746).

L'ingénieur biomédical ou son représentant, déclenchera la commande de pièces détachées auprès du titulaire par émission d'un bon de commande faisant référence à l'accord-cadre.

Cette fourniture devra intervenir au plus tard dans le délai fixé en Annexe 4 de l'acte d'engagement. Le titulaire prendra toutes dispositions en matière de conditionnement et d'emballage pour que les fournitures soient correctement protégées des avaries. Les produits sont garantis contre tout vice de fabrication ou défaut de matière. L'annexe 4 de l'acte d'engagement précise la durée de garantie sur les pièces détachées.

Le délai de livraison commencera à courir à partir de la réception par le titulaire de la demande de fourniture de pièces par l'établissement et s'achève à la réception de celle-ci à l'hôpital.

Pénalités : Pour tout retard au-delà de ce délai, le titulaire se verra appliquer les mêmes pénalités que celles définies à l'article IV.2.2 du présent CCAP, en abattement sur la facture correspondante.

Article V – Prestations exclues

Sont exclues de l'accord-cadre :

- Toutes interventions ou réparations effectuées par le titulaire sur du matériel non couvert par le présent accord-cadre.

Sont exclues du forfait :

- Toutes interventions ou réparations par le Titulaire sur du matériel non couvert par la prestation forfaitaire retenue.
- Toutes interventions consécutives à des défaillances ou des événements dus à des causes étrangères à l'installation tels que :
 - a) incendie, explosion, inondation, affaissement du bâtiment,
 - b) utilisation du matériel non conforme aux prescriptions indiquées par le Titulaire dans le manuel pratique d'utilisation fourni avec l'équipement, prescriptions que l'AP-HP déclare connaître et s'engage à faire respecter.

V.1 – DECLENCHEMENT DES INTERVENTIONS EXCLUES DU FORFAIT

Les interventions ainsi que la fourniture des pièces détachées hors forfait sont déclenchées par émission d'un bon de commande de l'hôpital et effectuées au titre de l'attachement.

V.2 – REMUNERATION ET TARIFICATION DES INTERVENTIONS EXCLUES DU FORFAIT

Ces interventions sont rémunérées et tarifées aux conditions indiquées dans l'Annexe 1, 2 et 4 de l'acte d'engagement.

Article VI – Autres Prestations

Le Titulaire informe le pouvoir adjudicateur, de toute modification susceptible d'améliorer le fonctionnement et la fiabilité des appareils en service au sein de l'établissement.

Le Titulaire assure la mise à jour et l'évolution des appareils en service au sein de l'Etablissement dans les conditions prévues dans l'acte d'engagement.

Article VII – Rappel sur les engagements du titulaire

VII.1 – GESTION DE L'ACCORD-CADRE

Engagements du titulaire

Pour éviter tout rejet de facture, le titulaire s'engage à :

- **veiller à ce que les prestations commandées ou pièces détachées commandées soient bien référencées** dans l'acte d'engagement du présent accord-cadre. Dans le cas contraire, il sera fait retour du bon de commande erroné au service émetteur.
- **informer sans délai** le Directeur des Achats de l'AGEPS de tout **changement de raison sociale, de changement de coordonnées bancaires ou postales, de transfert de tout ou partie de l'accord-cadre à une autre société ou de tout autre événement de même nature** intervenant durant la période d'exécution de l'accord-cadre. Le titulaire transmettra tout document utile afin que ces changements puissent être pris en compte et que les modifications nécessaires soient réalisées dans les meilleurs délais.

Dans tous les cas, et quelle qu'en soit la raison, compte tenu de la nature de l'objet de l'accord-cadre, le **titulaire s'engage à ne pas interrompre ses prestations**. En cas de litige, le titulaire en informera sans délai le Directeur des Achats de l'AGEPS.

VII.2 – PERSONNEL DU TITULAIRE

Le personnel du Titulaire ou les personnes expressément habilitées par le Titulaire sont les seules à assurer les prestations décrites dans le présent accord-cadre. Elles doivent pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise titulaire ou de leur habilitation. Une liste de ces personnes sera fournie à l'hôpital et mise à jour par le Titulaire.

Durant leur présence dans les locaux de l'AP-HP, le personnel du Titulaire ou les personnes expressément habilitées par le Titulaire sont tenues de se conformer au règlement en vigueur dans l'établissement concerné par le présent accord-cadre, notamment en matière d'hygiène et de sécurité.

VII.3 - ASSURANCE

Le titulaire doit justifier d'une assurance contractée auprès d'une compagnie bénéficiaire d'un agrément administratif dans les conditions prévues aux articles L. 321-1 et suivants, R. 321-1 du Code des Assurances et suivants, garantissant sa responsabilité civile au titre de l'accord-cadre :

- pour pertes et dommages causés par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, en vertu de l'article 1384 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes
- pour pertes et dommages causés aux tiers, du fait d'accidents ou d'incendies par ses matériels d'industrie, de commerce ou d'exploitation.

En cas d'existence d'une franchise dans le contrat souscrit par le titulaire, ce dernier sera réputé la prendre intégralement en charge.

En outre, le Titulaire est tenu d'informer l'AP-HP de toute modification relative à son assurance (résiliation, changement de compagnie), dans les jours suivant sa décision.

VII.4 – SECRET PROFESSIONNEL

Le personnel du Titulaire est lié par le secret professionnel et assujetti à la discrétion d'usage.

Article VIII – Obligations des parties

VIII.1 – OBLIGATION DE L'AP-HP

L'AP-HP s'engage à :

- Tenir à jour le cahier de bord de l'installation, dans lequel seront reportées, pour chaque interruption de fonctionnement, les données suivantes :
 - heure de la panne
 - heure d'appel du Titulaire
 - heure d'arrivée d'un technicien du titulaire
 - heure de remise en service de l'installation
 - nombre d'heures d'indisponibilité de l'installation pendant ses horaires théoriques de fonctionnement

- Reporter les éléments de l'intervention dans le registre de l'installation, conformément au décret n°2001-1154 du 5 décembre 2001 relatif à l'obligation de maintenance et de contrôle qualité des dispositifs médicaux (Article D.665-5-5-5)
- assurer la garde de tous les matériels, outillages, documents, pièces détachées et sous-ensembles, que le titulaire lui demandera de conserver auprès de cette installation (une liste détaillée de ces éléments sera préalablement fournie à l'établissement)
- informer le Titulaire de tout déplacement ou démontage d'appareils objets du présent accord-cadre
- permettre le libre accès des appareils au personnel du titulaire qui disposera en outre de l'environnement nécessaire à l'accomplissement normal de ses prestations (local correctement équipé - électricité, fluides, téléphone)
- respecter les horaires d'interventions (préventives ou curatives) programmées avec le Titulaire. En cas de non-respect de ces horaires, le Titulaire pourra facturer les prestations supplémentaires générées (temps d'attente, déplacement)
- utiliser les appareils dans le respect des instructions du manuel opérateur, figurant sur le site
- maintenir en conformité les alimentations en fluide, et en électricité, ainsi que les conditions d'environnement, dans le respect des instructions du manuel technique du matériel figurant sur le site
- assurer les conditions de sécurité d'usage des personnels du titulaire pendant leurs interventions de maintenance et à leur remettre les appareils dans un parfait état de propreté
- assurer, conformément au décret n° 92-158 du 20 février 1992 et dans les cas prévus par ce décret, la coordination des mesures de sécurité prises par l'hôpital et par le titulaire afin d'assurer la prévention des risques liés aux activités de l'hôpital et du titulaire.

Si les personnels du Titulaire considèrent :

- soit que les conditions de travail dans lesquelles ils opèrent,
- soit que l'état de fonctionnement ou de propreté de l'appareil,

constituent un risque pour la sécurité, ils en informent aussitôt l'hôpital qui devra prendre toutes les mesures nécessaires, aux fins de remédier aux faits constatés.

VIII.2 – OBLIGATION DU TITULAIRE

Le titulaire s'engage à :

- renseigner le cahier de bord de l'installation défini ci-dessus, sous la responsabilité du cadre du service
- respecter la confidentialité des données traitées et en assurer la sécurité,
- mettre à jour, en langue française, l'ensemble de la documentation afférente aux appareils concernés par le présent accord-cadre, et la laisser sur le site, à disposition des utilisateurs,
- si un local fermé est mis à la disposition du Titulaire, il en assumera la responsabilité et le maintiendra en parfait état de propreté,
- lors de tout déplacement ou démontage d'appareil, les opérations d'emballage, de chargement et de transport, seront effectuées sous le contrôle et selon les directives du Titulaire,
- fournir annuellement sur support informatique, à la Direction des Achats de l'AGEPS, le bilan évaluatif annuel prévu à l'Annexe III du CCTP et à l'annexe I du présent CCAP,
- analyser, conformément au décret n° 92-158 du 20 février 1992 fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure, les risques engendrés par ses interventions et à se rapprocher de l'hôpital en vue d'établir un plan de prévention, dans les cas prévus par ce décret.

Article IX -Conditions de prix et modalités de paiement

IX.1 – ETABLISSEMENT DES PRIX

Le titulaire certifie que les prix et tarifs de référence stipulés à l'acte d'engagement n'excèdent pas ceux du tarif pratiqué pour l'ensemble de sa clientèle et que ce tarif a été établi conformément à la réglementation des prix en vigueur ; il s'engage à fournir à l'AGEPS toutes justifications permettant de vérifier cette conformité.

DANS LE CADRE DU FORFAIT

IX.1.1 – Redevance forfaitaire annuelle

Les prestations forfaitaires décrites à l'article IV sont couvertes par une redevance forfaitaire annuelle selon les conditions figurant à l'annexe 1 de l'acte d'engagement (lots 1 à 4).

En cas de modification du parc (ajout ou retrait de matériel), celle-ci sera notifiée au titulaire par l'hôpital, et le montant de la redevance sera calculé au prorata temporis de la durée de couverture par le forfait. Dans le cas d'un forfait de type M0 ou M1 n'incluant que du contrôle qualité et/ou de la maintenance préventive, le montant de la redevance sera calculé au prorata du nombre de contrôles/maintenances préventives effectuées par rapport au nombre annuel prévu dans l'acte d'engagement.

La même règle de facturation, au prorata temporis ou au prorata du nombre de contrôles/maintenances préventives, s'appliquera pour les accords-cadres prenant effet ou se terminant en cours d'année civile.

La redevance forfaitaire est payable à terme échu. La périodicité de facturation est précisée dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre.

IX.1.2 – Interventions hors forfait

Les prestations exclues du forfait, décrites à l'article V, font l'objet d'une facturation séparée sur la base des éléments figurant aux annexes 2 et 4 de l'acte d'engagement.

DANS LE CADRE DE L'ATTACHEMENT ET PIÈCES DÉTACHÉES

Les interventions à l'attachement et la fourniture des pièces détachées seront facturées selon les tarifs indiqués respectivement aux annexes 2 et 4 de l'acte d'engagement.

Pièces détachées

Les pièces détachées seront facturées, par prix unitaire, TVA incluse, selon le tarif indiqué en Annexe 4 de l'acte d'engagement, avec les remises prévues dans celle-ci. Les frais de transport et d'emballage sont à la charge du titulaire. Les fournitures sont réputées franco de port, sauf indication contraire dans l'annexe 4 à l'acte d'engagement.

Dans le cas de substitution de références de pièces détachées ou d'introduction de références de nouvelles pièces détachées, liées par nature aux types d'appareils, objets de l'accord-cadre, l'accord de l'AGEPS doit être sollicité. Les nouvelles références de pièces détachées, donneront lieu à l'établissement d'une nouvelle annexe qui se substituera à l'annexe 4 de l'acte d'engagement, par voie de note d'information.

IX.2 – CARACTÈRE DES PRIX

Les prix de l'accord-cadre sont unitaires et/ou forfaitaires

IX.3 – REVISION DES PRIX

IX.3.1 – Révision de prix des pièces détachées

Les prix sont révisibles annuellement, à la date anniversaire du présent accord-cadre.

Le plafond de prix après révision est donné par la formule suivante :

$$P = P_o (0,40 + 0,60 (MIGS/MIGSo))$$

où :

P = Prix révisé applicable pour l'année A + 1

P_o = Prix appliqué pour l'année A

MIGSo = Valeur réelle de l'indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – MIG EBIQ – Énergie, biens intermédiaires et biens d'investissements Prix de marché » de l'INSEE, Identifiant 010764358, au mois M de l'année A - 1

MIGS = Valeur réelle de l'indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – MIG EBIQ – Énergie, biens intermédiaires et biens d'investissements Prix de marché » de l'INSEE, Identifiant 010764358, au mois M de l'année A

Avec : M = mois indiciaire correspondant au dernier indice définitif publié au moment de la demande de révision de prix
A = année du calcul de la révision

Le Titulaire devra faire parvenir au service acheteur sa demande de révision de prix, au moins deux mois avant chaque date anniversaire de l'accord-cadre, par lettre recommandée avec accusé réception, adressée à :

Le Directeur des Achats
Direction des Achats
AGENCE GENERALE DES EQUIPEMENTS ET PRODUITS DE SANTE – AGEPS
7, rue du Fer à Moulin – 75005 Paris

Cette demande sera accompagnée d'une note explicative de la mise en œuvre de la formule de révision (détail du calcul du taux de révision et des nouveaux montants induits par l'application de la formule de révision).

Cette demande sera accompagnée du tableau figurant à l'annexe 4 (lots 1 à 4) de l'acte d'engagement de l'accord-cadre initial, avec les nouvelles conditions de prix proposées à l'AP-HP, sous format électronique. La mise en forme sera identique à celle du tarif initial de l'accord-cadre (même ordre de classement des références) et les nouveaux prix proposés seront indiqués dans une colonne supplémentaire du tableau de prix.

La demande de révision des prix devra impérativement être accompagnée du bilan évaluatif annuel décrit en annexe I du présent CCAP.

En cas de non-respect du délai de deux mois, le prix précédemment pratiqué sera reconduit pour les douze mois suivants.

Suite à cette demande de révision et après validation par l'AP-HP, le nouveau tarif sera applicable à la date anniversaire de l'accord-cadre suivant la date de réception par l'AP-HP de la lettre du Titulaire.

Les nouvelles conditions de prix résultant de la révision seront fixes au minimum un (1) an à compter de leur date d'effet.

IX.3-2 – Révision de prix des prestations (hormis les pièces détachées)

Les prix sont révisibles annuellement, à la date anniversaire du présent accord-cadre.

Le plafond de prix après révision est donné par la formule suivante :

$$P = P_o (0,40 + 0,60 (0,80 \text{ ICHTrev-TS/ICHTrev-TSo} + 0,20 (\text{MIGS/MIGSo}))$$

où :

P = Prix révisé applicable pour l'année A + 1

P_o = Prix appliqué pour l'année A

ICHTrev-TSo = Valeur réelle de l'indice du coût horaire du travail dans les industries mécaniques et électriques de l'INSEE, Identifiant : 001565183, au mois M de l'année A -1

ICHTrev-TS = Valeur réelle de l'indice du coût horaire du travail dans les industries mécaniques et électriques de l'INSEE, Identifiant : 001565183, au mois M de l'année A

MIGSo = Valeur réelle de l'indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – MIG EBIQ – Énergie, biens intermédiaires et biens d'investissements Prix de marché » de l'INSEE, Identifiant 010764358, au mois M de l'année A - 1

MIGS = Valeur réelle de l'indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – MIG EBIQ – Énergie, biens intermédiaires et biens d'investissements Prix de marché » de l'INSEE, Identifiant 010764358, au mois M de l'année A

Avec : M = mois indiciaire correspondant au dernier indice définitif publié au moment de la demande de révision de prix

A = année du calcul de la révision

Le Titulaire devra faire parvenir au service acheteur sa demande de révision de prix, au moins deux mois avant chaque date anniversaire de l'accord-cadre, par lettre recommandée avec accusé réception, adressée à :

Le Directeur des Achats

Direction des Achats

AGENCE GENERALE DES EQUIPEMENTS ET PRODUITS DE SANTE – AGEPS

7, rue du Fer à Moulin – 75005 Paris

Cette demande sera accompagnée d'une note explicative de la mise en œuvre de la formule de révision (détail du calcul du taux de révision et des nouveaux montants induits par l'application de la formule de révision).

La demande de révision des prix devra impérativement être accompagnée du bilan évaluatif annuel décrit en annexe I du présent CCAP.

En cas de non-respect du délai de deux mois, et même sans manifestation de la part de l'AP-HP au cours de la même période, le prix précédemment pratiqué sera reconduit pour les douze mois suivants.

Suite à cette demande de révision et après validation par l'AP-HP, les prix révisés seront applicables à la date anniversaire de l'accord-cadre suivant la date de réception par l'AP-HP de la lettre du Titulaire.

Les nouvelles conditions de prix résultant de la révision seront fixes au minimum un (1) an à compter de leur date d'effet.

IX.3-3 – Clauses de sauvegarde applicable pour les révisions de prix (prestations et pièces détachées) :

Clause de sauvegarde :

Pour toute demande de révision supérieure à 1%, l'AP-HP se réserve la possibilité de résilier, sans indemnité pour le titulaire, la partie non exécutée du marché ou accord-cadre dans les conditions décrites ci-après :
Le marché ou accord-cadre est résilié le premier jour du 7ème mois à compter de la date d'effet de la révision.

Si l'application des formules de révision des prix amène à une baisse de ces derniers, l'AP-HP pourra demander au titulaire une révision de ses tarifs respectant le résultat des formules.

Article X -Modalités de règlement de l'accord-cadre

Avances

Option B du CCAG/FCS 2021:

L'avance est accordée pour les accords-cadres à bons de commande comportant un montant minimum supérieur à 50 000 euros HT. Le montant de l'avance est fixé à 5 % de la somme égale à 12 fois le montant minimum toutes taxes comprises divisé par la durée de l'accord-cadre exprimé en mois.

Le titulaire du marché peut refuser le versement de l'avance (refus à formuler expressément dans l'acte d'engagement du/des marchés).

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant minimum toutes taxes comprises de l'accord-cadre.

Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant minimum toutes taxes comprises de l'accord-cadre.

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique.

Conformément à l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire du marché adressera ses factures sous format dématérialisé par l'intermédiaire de la solution Chorus Pro, à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les factures électroniques seront transmises sur ce portail en utilisant le mode EDI, ou en déposant des fichiers pdf (signés ou non signés).

La facture portera, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les nom, adresse et numéro de SIREN du créancier
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé au présent marché ou accord-cadre
- le numéro du bon de commande
- le n° de SIRET de l'AP-HP : 26750045201928
- le code service de l'établissement ayant passé commande (présent sur le bon de commande)
- les n° des bons de livraison des fournitures et leur date ou la date de réalisation de la prestation
- le montant hors TVA* éventuellement ajusté
- le prix des éventuelles prestations accessoires prévues au marché ou accord-cadre
- le taux et le montant de la TVA*
- la date d'émission de la facture
- l'éventuel montant de l'escompte et délai de paiement en deçà duquel celui-ci est accordé.

*Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au jour de l'exécution du bon de commande.

La facture sera établie en EUROS.

L'absence d'une des mentions listées ci-dessus entraînera un rejet de la facture.

Les prestations et fournitures exclues du forfait font l'objet, dès leur exécution, d'une facturation séparée.

Pour le forfait et pour l'attachement, les factures devront être présentées comme suit :

X.1 – FORFAIT

1°) Les factures seront accompagnées des fiches d'intervention.

2°) Les prestations et fournitures exclues du forfait font l'objet, dès leur exécution, d'une facturation séparée.

3°) La facture comprendra la référence du matériel, les prix de la prestation correspondante, contenue dans l'acte d'engagement en annexe 1 et les nouveaux montants induits après calcul de la révision conformément à l'article IX-3 du présent CCAP.

X.2 – ATTACHEMENT ET PIECES DETACHEES

Les factures seront accompagnées des fiches d'intervention ou du bordereau de livraison et, le cas échéant, des devis approuvés.

La facturation fera apparaître de manière visible le numéro du bon de commande, le n° de l'accord-cadre, la catégorie de l'intervention : "préventive", "corrective", "décennale ", "récurage de cuve " ou " formation pour M3 " ainsi que la référence du matériel, les prix de la prestation correspondante contenue dans l'acte d'engagement en annexes 2 et 4, les montants HT et TTC et les nouveaux montants induits après calcul de la révision, conformément à l'article IX-3 du présent CCAP.

X.3 – ADRESSE DE CORRESPONDANCE

L'AP-HP adresse tout bon de commande et/ou retour de devis et/ou courrier commercial au titulaire, dont les coordonnées figurent à l'acte d'engagement.

Le Titulaire adresse tout devis et/ou facture et/ou courrier commercial au correspondant désigné par chaque hôpital) : Ingénieur Biomédical ou Direction des Services économiques ou autre service de l'hôpital concerné

X.4 – DELAI DE PAIEMENT

Le délai de paiement des factures est fixé à cinquante (50) jours maximum, conformément aux dispositions **de l'article R. 2192-11 du CCP.**

Le défaut de paiement dans les délais précités fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire de l'accord-cadre, à compter du jour suivant l'expiration du délai. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Au paiement de ces intérêts moratoires s'ajoute le versement de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 euros.

Escompte pour paiement rapide

Les factures bénéficiant d'un escompte feront l'objet d'un traitement prioritaire.

Article XI – Conditions de résiliation et mode de règlement des litiges

XI.1 – RESILIATION UNILATERALE

- L'AP-HP peut à tout moment mettre fin à l'exécution du contrat conformément aux dispositions du chapitre **7 du C.C.A.G./FCS**.
- Conformément à l'article **41 du CCAG/FCS**, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R. 2143-11 du Code de la Commande Publique, le Pouvoir Adjudicateur procédera, aux frais et risques du déclarant, à la résiliation du marché ou accord-cadre. Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché ou accord-cadre, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'entrepreneur, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à la personne publique.

XI.2 – EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Le Tribunal Administratif de Paris est le seul compétent. Les correspondances relatives à l'accord-cadre seront rédigées en français.

Sera notamment considérée comme cas de force majeure entraînant la résiliation, aux termes de **l'article 40.1 du C.C.A.G./FCS**, l'interdiction d'exporter édictée par le gouvernement du pays d'origine du matériel ou le cas de restrictions apportées à la circulation des marchandises étrangères par le Gouvernement français.

Article XII – Dérogations au C.C.A.G.

Le présent CCAP déroge aux dispositions suivantes du C.C.A.G. :

Article
de dérogation :

Articles IV.2.2, IV.3 et
IV.4

Article
du C.C.A.G. correspondant :

Article 14.1

Objet de l'article auquel il est
dérogé :

Pénalités pour retard

2ème partie CATEGORIE 2 : lot 5

Article I – Définition du marché

I.1 – OBJET

Le présent accord-cadre a pour objet la fourniture de prestations de qualification pour les stérilisateurs utilisés dans l'ensemble des établissements de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris

I.2 – FORME

Les accords-cadres sont passés sous la forme d'**accords-cadres à bons de commande**, au sens des articles R. 2162-1, R. 2162-2, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la Commande Publique (CCP).

En application de l'article R. 2162-4 du CCP, les accords-cadres passés pour les lots 1 à 5 **comporteront un montant minimum et un montant maximum en valeur et** seront établis avec les coefficients multiplicateurs 0,5 (montant minimum) et 1,4 (montant maximum) par rapport au calcul du montant de l'offre, exemple : montant de l'offre = 100 alors le Montant minimum = 0,5 x 100 et le Montant maximum = 1,4 x 100.

Ces coefficients permettent de faire face aux variations de parc des hôpitaux et ou changement de politique de maintenance. Il est précisé que le pouvoir adjudicateur est engagé sur le montant minimum, le futur titulaire sur son maximum.

I.3 – DUREE

Sous réserve des cas de résiliations prévus dans le Cahier des Clauses Administratives Générales et dans le présent document, les accords-cadres à bons de commande issus de cette consultation auront une durée de validité **de 4 ans** à compter de la date de notification.

En tout état de cause, les bons de commandes émis dans le délai de validité des accords-cadres pourront être honorés postérieurement au terme de validité du marché, et ce, pendant une durée maximale de 2 mois après le terme du marché.

Article II – Documents contractuels

L'accord-cadre est constitué par les documents mentionnés ci-après, qui en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre de priorité décroissante suivant :

- l'acte d'engagement et ses annexes
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières et ses annexes, l'exemplaire conservé dans les archives de l'AP-HP faisant seul foi
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières de l'appel d'offres n°20-010 E et ses annexes
- les documents techniques proposés par le candidat et admis dans cette consultation
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (C.C.A.G./FCS), approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009 publié au Journal Officiel de la République Française n°0066 du 19 mars 2009.
- Les bons de commande au fur et à mesure de leur émission

Article III – Définition des prestations

Les prestations de qualification qui font l'objet de cette consultation sont celles décrites par la norme EN 554 et son guide d'application.

Les prestations devront être présentées pour répondre à des prestations à l'attachement, et sont définies dans le CCTP – catégorie 2 (lot 8) de la présente consultation.

Article IV– Organisation de la prestation

IV.1 – Déclenchement des prestations de qualification

Déclenchement

Chaque prestation de qualification est déclenchée par l'Hôpital par l'émission d'un bon de commande faisant référence à l'accord-cadre.

Le Titulaire sera tenu d'intervenir au plus tard dans le délai fixé en Annexe 1 - catégorie 2 de l'acte d'engagement. Le délai d'intervention, compté en heures, commence à courir à partir de la réception par le titulaire de la demande d'intervention émise par l'établissement et s'arrête à l'arrivée d'un technicien capable d'effectuer l'intervention demandée.

Modalités pratiques

Si l'établissement le souhaite, les contrôles seront effectués en présence d'une personne de l'établissement (Ingénieur Biomédical et/ou pharmacien et/ou autre référent désigné).

Si l'une des parties souhaite déplacer une visite, elle en informe l'autre au moins huit jours avant la date prévue.

Contestations

S'il est établi que le délai d'exécution de la prestation apparaît anormalement long, par négligence, qualification insuffisante de l'intervenant, ou pour toute autre raison justifiée, l'AP-HP sera en droit de refuser la facturation correspondante, à plus forte raison si l'immobilisation prolongée de l'appareil doit altérer le fonctionnement du service ; dans un tel cas, il pourra être pourvu à l'exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire.

Enfin, si la situation l'exige, et après mise en demeure restée infructueuse de répondre aux griefs présentés par l'AP-HP, le présent marché pourra être résilié aux torts du Titulaire et à ses frais et risques.

IV.2 – Pénalités

Pour tout retard au-delà du délai maximum d'exécution indiqué dans l'Annexe 1 de l'acte d'engagement, le Titulaire se verra appliquer une pénalité, en abattement sur la facture correspondante, dont le montant sera calculé selon la formule suivante :

$$P = \frac{Dc - Dp}{5 Dp} \times 100$$

P = Montant de la pénalité (en % du montant total de la facture)

Dc = Délai constaté

Dp = Délai prévu dans les annexes de l'acte d'engagement

La pénalité sera appliquée sur la facture correspondant à l'intervention concernée.

Exemple : Délai constaté de 25 heures ouvrées pour un délai prévu de 20 heures ouvrées, soit un dépassement de 25 %. La pénalité applicable est de $((25 \text{ h} - 20 \text{ h}) / 20 \text{ h}) \times 100 / 5 = 5 \%$ du montant de la facture.

IV.3 – Conditions diverses

Sous-traitance : le Titulaire a la possibilité de faire intervenir toute société de service de son choix afin d'assurer en partie les prestations faisant l'objet du présent accord-cadre, conformément à la réglementation en vigueur sur la sous-traitance ; il devra préalablement obtenir l'accord de l'AP-HP, en indiquant les raisons et les modalités du recours à cette sous-traitance. Le titulaire de l'accord-cadre est responsable de l'ensemble des activités sous-traitées dans le cadre de l'accord-cadre.

Toute sous-traitance non déclarée pourra conduire à un refus de paiement ou à la dénonciation de l'accord-cadre.

IV.4 – Durée des interventions

La durée des interventions de prestation de qualification doit être aussi réduite que possible. Elles sont effectuées de manière à ne causer que le minimum de gêne dans le fonctionnement du service.

Article V – Prestations exclues

Sont exclues du marché :

- Toutes prestations effectuées par le titulaire sur du matériel non couvert par le présent accord-cadre.

Article VI – Autres Prestations

Le Titulaire informe le pouvoir adjudicateur, de toute modification susceptible d'améliorer le fonctionnement et la fiabilité des appareils en service au sein de l'établissement.

Article VII – Rappel sur les engagements du titulaire

VII.1 – GESTION DE L'ACCORD-CADRE

Engagements du titulaire

Pour éviter tout rejet de facture, le titulaire s'engage à :

- **veiller à ce que les prestations commandées soient bien référencées** dans l'acte d'engagement du présent accord-cadre. Dans le cas contraire, il sera fait retour du bon de commande erroné au service émetteur.
- **informer sans délai** le Directeur des Achats de l'AGEPS de tout **changement de raison sociale, de changement de coordonnées bancaires ou postales, de transfert de tout ou partie de l'accord-cadre à une autre société ou de tout autre événement de même nature** intervenant durant la période d'exécution de l'accord-cadre. Le titulaire transmettra tout document utile afin que ces changements puissent être pris en compte et que les modifications nécessaires soient réalisées dans les meilleurs délais.

Dans tous les cas, et quelle qu'en soit la raison, compte tenu de la nature de l'objet de l'accord-cadre, le **titulaire s'engage à ne pas interrompre ses prestations**. En cas de litige, le titulaire en informera sans délai le Directeur des Achats de l'AGEPS.

VII.2 – PERSONNEL DU TITULAIRE

Le personnel du Titulaire ou les personnes expressément habilitées par le Titulaire sont les seules à assurer les prestations décrites dans le présent accord-cadre. Elles doivent pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise titulaire ou de leur habilitation. Une liste de ces personnes sera fournie à l'hôpital et mise à jour par le Titulaire.

Durant leur présence dans les locaux de l'AP-HP, le personnel du Titulaire ou les personnes expressément habilitées par le Titulaire sont tenues de se conformer au règlement en vigueur dans l'établissement concerné par le présent accord-cadre, notamment en matière d'hygiène et de sécurité.

VII.3 – ASSURANCE

Le titulaire doit justifier d'une assurance contractée auprès d'une compagnie bénéficiaire d'un agrément administratif dans les conditions prévues aux articles L. 321-1 et suivants, R. 321-1 du Code des Assurances et suivants, garantissant sa responsabilité civile au titre de l'accord-cadre :

- pour pertes et dommages causés par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, en vertu de l'article 1384 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes ;
- pour pertes et dommages causés aux tiers, du fait d'accidents ou d'incendies par ses matériels d'industrie, de commerce ou d'exploitation.

En cas d'existence d'une franchise dans le contrat souscrit par le titulaire, ce dernier sera réputé la prendre intégralement en charge.

En outre, le Titulaire est tenu d'informer l'AP-HP de toute modification relative à son assurance (résiliation, changement de compagnie), dans les jours suivant sa décision.

VII.4 – SECRET PROFESSIONNEL

Le personnel du Titulaire est lié par le secret professionnel et assujéti à la discrétion d'usage.

Article VIII – Obligations des parties

VIII.1 – OBLIGATION DE L'AP-HP

L'AP-HP s'engage à :

- *Reporter les éléments de l'intervention dans le registre de l'installation, conformément au décret n°2001-1154 du 5 décembre 2001 relatif à l'obligation de maintenance et de contrôle qualité des dispositifs médicaux (Article D.665-5-5-5)*
 - *Relever notamment sur le cahier de bord de l'installation les données suivantes : l'heure d'appel du titulaire*
 - *L'heure d'arrivée d'un technicien du titulaire*
 - *La date et l'heure de remise du Rapport Provisoire de Conformité (RPC)*
 - *La date de remise du rapport de qualification*
- permettre le libre accès des appareils au personnel du titulaire qui disposera en outre de l'environnement nécessaire à l'accomplissement normal de ses prestations (local correctement équipé - électricité, fluides, téléphone)
- respecter les horaires d'interventions programmées avec le Titulaire. En cas de non-respect de ces horaires, le Titulaire pourra facturer les prestations supplémentaires générées (temps d'attente, déplacement)
- utiliser les appareils dans le respect des instructions du manuel opérateur, figurant sur le site
- maintenir en conformité les alimentations en fluide, et en électricité, ainsi que les conditions d'environnement, dans le respect des instructions du manuel technique du matériel figurant sur le site
- assurer les conditions de sécurité d'usage des personnels du titulaire pendant leurs interventions de maintenance et à leur remettre les appareils dans un parfait état de propreté

- assurer, conformément au décret n° 92-158 du 20 février 1992 et dans les cas prévus par ce décret, la coordination des mesures de sécurité prises par l'hôpital et par le titulaire afin d'assurer la prévention des risques liés aux activités de l'hôpital et du titulaire.

Si les personnels du Titulaire considèrent :

- soit que les conditions de travail dans lesquelles ils opèrent,
- soit que l'état de fonctionnement ou de propreté de l'appareil,

constituent un risque pour la sécurité, ils en informent aussitôt l'hôpital qui devra prendre toutes les mesures nécessaires, aux fins de remédier aux faits constatés.

VIII.2 – OBLIGATION DU TITULAIRE

Le titulaire s'engage à :

- Renseigner le cahier de bord de l'installation défini ci-dessus, sous la responsabilité du cadre du service
- Respecter la confidentialité des données traitées et en assurer la sécurité,
- Fournir annuellement sur support informatique, à la direction des Achats de l'AGEPS, un bilan annuel comportant au minimum les éléments suivants :
 - désignation et type/modèle du stérilisateur
 - les différentes prestations commandées pour chacun des appareils
 - l'établissement concerné
 - les coûts facturés pour chaque commande
 - un graphique récapitulant les chiffres d'affaires (des différentes prestations) par modalité ou par type/modèle
 - un graphique récapitulant les chiffres d'affaires (des différentes prestations) par hôpital
 - un graphique récapitulant les chiffres d'affaires (des différentes prestations) pour l'ensemble de l'AP-HP.
- si un local fermé est mis à la disposition du Titulaire, il en assumera la responsabilité et le maintiendra en parfait état de propreté,
- analyser, conformément au décret n° 92-158 du 20 février 1992 fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure, les risques engendrés par ses interventions et à se rapprocher de l'hôpital en vue d'établir un plan de prévention, dans les cas prévus par ce décret.

Article IX – Conditions de prix et modalités de paiement

IX.1 – ETABLISSEMENT DES PRIX

Le titulaire certifie que les prix et tarifs de référence stipulés à l'acte d'engagement n'excèdent pas ceux du tarif pratiqué pour l'ensemble de sa clientèle et que ce tarif a été établi conformément à la réglementation des prix en vigueur ; il s'engage à fournir à l'AGEPS toutes justifications permettant de vérifier cette conformité.

DANS LE CADRE DE L'ATTACHEMENT :

Les interventions à l'attachement seront facturées selon le tarif indiqué à l'annexe 1 catégorie 2 de l'acte d'engagement

IX.2 – CARACTERE DES PRIX

Les prix de l'accord-cadre sont unitaires.

IX.3 – REVISION DES PRIX

IX.3-1 – Révision de prix des prestations

Les prix sont révisibles annuellement, à la date anniversaire du présent accord-cadre.

Le plafond de prix après révision est donné par la formule suivante :

$$P = P_o (0,40 + 0,60 (0,80 \text{ ICHTrev-TS/ICHTrev-TSo} + 0,20 (\text{MIGS/MIGSo}))$$

où :

P = Prix révisé applicable pour l'année A + 1

P_o = Prix appliqué pour l'année A

ICHTrev-TSo = Valeur réelle de l'indice du coût horaire du travail dans les industries mécaniques et électriques de l'INSEE, Identifiant : 001565183, au mois M de l'année A - 1

ICHTrev-TS = Valeur réelle de l'indice du coût horaire du travail dans les industries mécaniques et électriques de l'INSEE, Identifiant : 001565183, au mois M de l'année A

MIGSo = Valeur réelle de l'indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – MIG EBIQ – Énergie, biens intermédiaires et biens d'investissements Prix de marché » de l'INSEE, Identifiant 010534841, au mois M de l'année A - 1

MIGS = Valeur réelle de l'indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – MIG EBIQ – Énergie, biens intermédiaires et biens d'investissements Prix de marché » de l'INSEE, Identifiant 010534841, au mois M de l'année A

Avec : M = mois indiciaire correspondant au dernier indice définitif publié au moment de la demande de révision de prix

A = année du calcul de la révision

Le Titulaire devra faire parvenir au service acheteur sa demande de révision de prix, au moins deux mois avant chaque date anniversaire de l'accord-cadre, par lettre recommandée avec accusé réception, adressée à :

La Directrice des Achats

Direction des Achats

AGENCE GENERALE DES EQUIPEMENTS ET PRODUITS DE SANTE – AGEPS

7, rue du Fer à Moulin – 75005 Paris

Cette demande sera accompagnée d'une note explicative de la mise en œuvre de la formule de révision (détail du calcul du taux de révision et des nouveaux montants induits par l'application de la formule de révision).

En cas de non-respect du délai de deux mois, et même sans manifestation de la part de l'AP-HP au cours de la même période, le prix précédemment pratiqué sera reconduit pour les douze mois suivants.

Suite à cette demande de révision et après validation par l'AP-HP, les prix révisés seront applicables à la date anniversaire de l'accord-cadre suivant la date de réception par l'AP-HP de la lettre du Titulaire.

Les nouvelles conditions de prix résultant de la révision seront fixes au minimum un (1) an à compter de leur date d'effet.

IX.3-2 – Clause de sauvegarde applicable pour les révisions de prix :

Clause de sauvegarde :

Pour toute demande de révision supérieure à 1%, l'AP-HP se réserve la possibilité de résilier, sans indemnité pour le titulaire, la partie non exécutée du marché ou accord-cadre dans les conditions décrites ci-après :

Le marché ou accord-cadre est résilié le premier jour du 7ème mois à compter de la date d'effet de la révision. Durant cette période, les prix pratiqués sont les prix révisés dans la limite de la clause butoir.

Si l'application des formules de révision des prix amène à une baisse de ces derniers, l'AP-HP pourra demander au titulaire une révision de ses tarifs respectant le résultat des formules.

Article X - Modalités de règlement de l'accord-cadre

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique.

Conformément à l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire du marché adressera ses factures sous format dématérialisé par l'intermédiaire de la solution Chorus Pro, à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>. Les factures électroniques seront transmises sur ce portail en utilisant le mode EDI, ou en déposant des fichiers pdf (signés ou non signés).

La facture portera, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les nom, adresse et numéro de SIREN du créancier
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé au présent marché ou accord-cadre
- le numéro du bon de commande
- le n° de SIRET de l'AP-HP : 267 500 452 00011
- le code service de l'établissement ayant passé commande (présent sur le bon de commande)
- les n° des bons de livraison des fournitures et leur date ou la date de réalisation de la prestation
- le montant hors TVA* éventuellement ajusté
- le prix des éventuelles prestations accessoires prévues au marché ou accord-cadre
- le taux et le montant de la TVA*
- la date d'émission de la facture
- l'éventuel montant de l'escompte et délai de paiement en deçà duquel celui-ci est accordé.

*Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au jour de l'exécution du bon de commande.

La facture sera établie en EUROS.

L'absence d'une des mentions listées ci-dessus entraînera un rejet de la facture.

Les prestations supplémentaires font l'objet, dès leur exécution, d'une facturation séparée.

Pour le forfait et pour l'attachement, les factures devront être présentées comme suit :

X.1 – ATTACHEMENT

1°) Les factures seront accompagnées des fiches d'intervention.

2°) Les prestations supplémentaires font l'objet, dès leur exécution, d'une facturation séparée.

3°) La facture comprendra la référence du matériel, les prix de la prestation correspondante, contenue dans l'acte d'engagement en annexe financière et les nouveaux montants induits après calcul de la révision conformément à l'article IX-3 du présent CCAP.

X.2 – ADRESSE DE CORRESPONDANCE

L'AP-HP adresse tout bon de commande et/ou retour de devis et/ou courrier commercial au titulaire, dont les coordonnées figurent à l'acte d'engagement.

Le Titulaire adresse tout devis et/ou facture et/ou courrier commercial au correspondant désigné par chaque hôpital) : Ingénieur Biomédical ou Direction des Services économiques ou autre service de l'hôpital concerné

X.3 – DELAI DE PAIEMENT

Le délai de paiement des factures est fixé à cinquante (50) jours maximum, conformément aux dispositions de l'article R. 2192-11 du CCP.

Le défaut de paiement dans les délais précités fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire de l'accord-cadre, à compter du jour suivant l'expiration du délai. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Au paiement de ces intérêts moratoires s'ajoute le versement de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 euros.

Escompte pour paiement rapide

Les factures bénéficiant d'un escompte feront l'objet d'un traitement prioritaire.

Article XI – Conditions de résiliation et mode de règlement des litiges

XI.1 – RESILIATION UNILATERALE

- L'AP-HP peut à tout moment mettre fin à l'exécution du contrat conformément aux dispositions du chapitre 6 du C.C.A.G./FCS.
- Conformément à l'article 32 du C.C.A.G./FCS, **en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R. 2143-11 du CCP, le Pouvoir Adjudicateur procédera, aux frais et risques du déclarant, à la résiliation du marché ou accord-cadre.** Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché ou accord-cadre, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'entrepreneur, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à la personne publique.

XI.2 – EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Le Tribunal Administratif de Paris est le seul compétent. Les correspondances relatives à l'accord-cadre seront rédigées en français.

Sera notamment considérée comme cas de force majeure entraînant la résiliation, aux termes de l'article 31.1 du C.C.A.G./FCS, l'interdiction d'exporter édictée par le gouvernement du pays d'origine du matériel ou le cas de restrictions apportées à la circulation des marchandises étrangères par le Gouvernement français.

Article XII – Dérogations au C.C.A.G./FCS

Le présent CCAP déroge aux dispositions suivantes du C.C.A.G./FCS :

Article
de dérogation :

Articles IV.1.2

Article du C.C.A.G./FCS
correspondant :

Article 14.1

Objet de l'article
auquel il est dérogé :

Pénalités pour retard